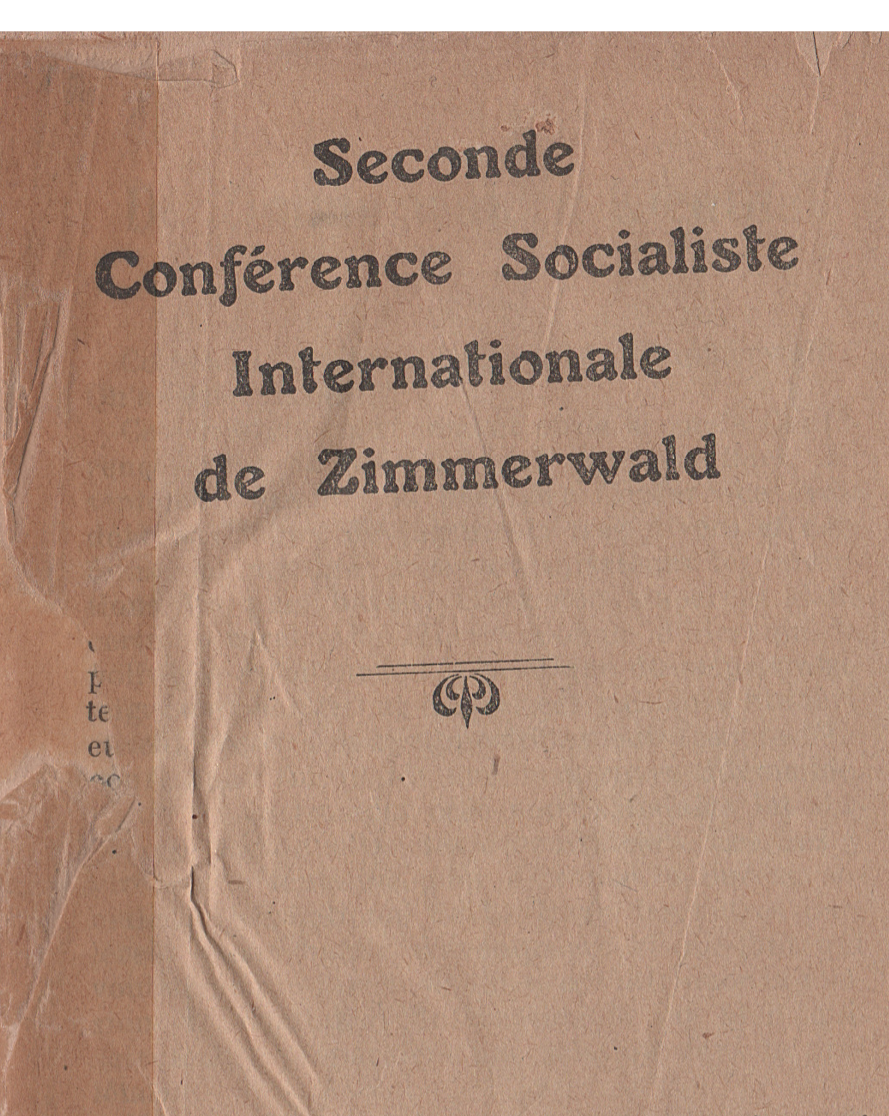
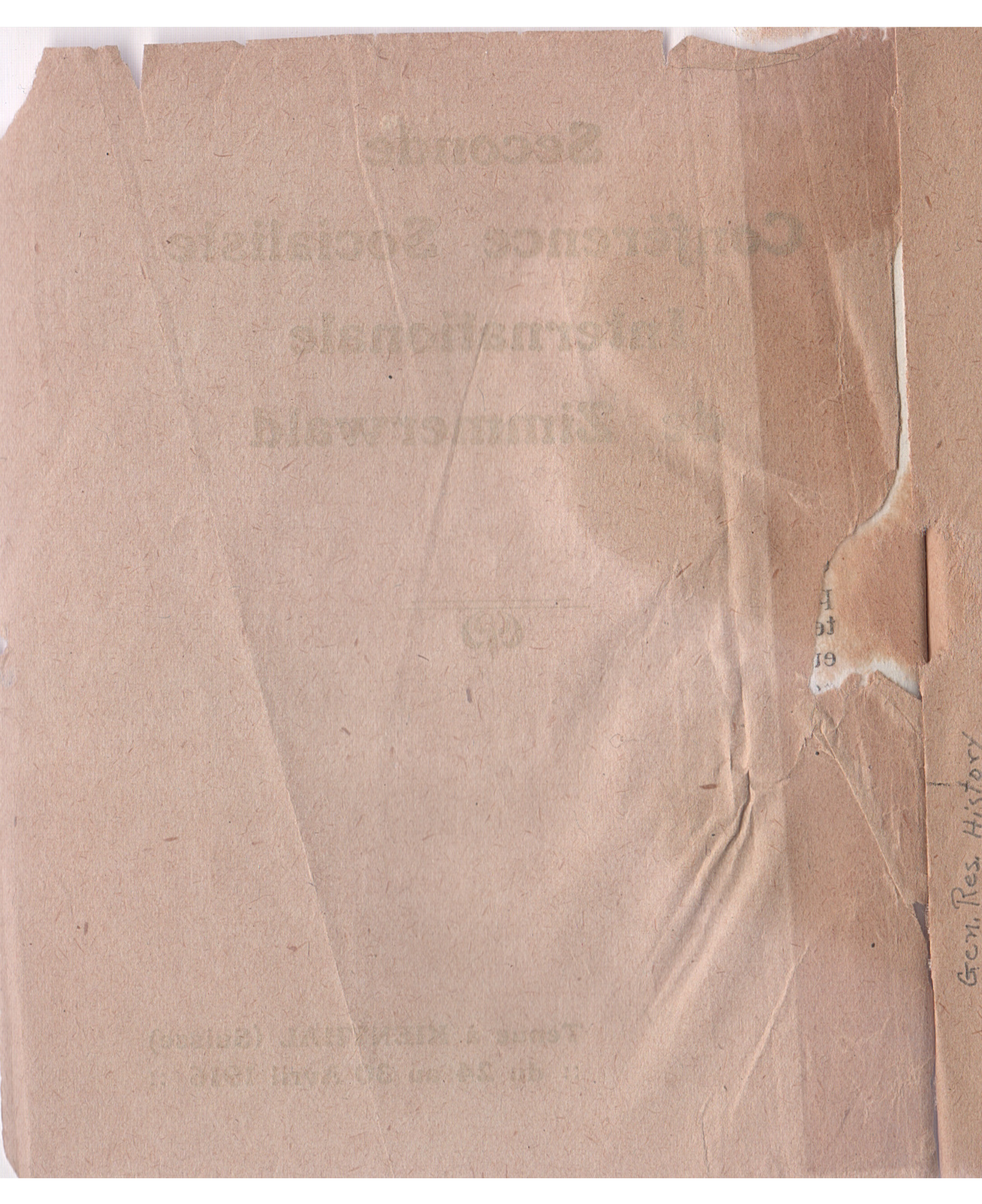
Seconde Conférence Socialiste Internationale de Zimmerwald



Tenue à KIENTHAL (Suisse)
:: du 24 au 30 Avril 1916 ::



De Zimmerwald à Kienthal

Comment est née l'action de Zimmerwald ? Qu'a-t-elle produit ?

Ces questions, au moment où la seconde Conférence vient de finir ne sont pas superflues. En septembre dernier la première Conférence avait déjà été l'objet de jugements très divers et certains ont attribué à ses organisateurs les intentions les plus basses. Lorsqu'on s'aperçut dans certains cercles de l'Internationale d'hier que la politique du silence et la politique du mépris n'atteignaient pas le but désiré, ces vaillants Pindare eurent recours aux suppositions outrageantes. La conférence fut tantôt une manœuvre allemande, tantôt un instrument créé pour satisfaire les ambitions personnelles des organisateurs. Les uns y virent une tentative pour détrôner le Bureau socialiste international de La Haye, les autres parlèrent d'une bande d'aventuriers risque-tout qui voulaient, à la faveur de l'heure, s'attribuer la mission de conduire l'Internationale ou bien qui, sciemment, préparaient une scission dans le prolétariat.

Nous arrêter aux attaques personnelles ce serait vraiment faire trop d'honneur à ceux qui les ont

formulées. On ne discute pas avec des gens qui, au moment tragique de la catastrophe, alors que la raison réclame impérieusement que, sans perdre une heure, toutes les forces du prolétariat se rassemblent, n'ont d'autres arguments que des injures contre ceux qui essayent de rassembler ces forces. Quant aux prétendus projets de scission et de coup d'Etat, ce sont suppositions aussi ridicules l'une que l'autre. Le 4 août 1914, quand les partis socialistes devinrent les apôtres enflammés de la politique de guerre, la scission se produisit et elle fut dès lors un fait d'histoire ; un bureau international qui par son inertie approuve les frères qui s'assassinent et les encourage, ne mérite pas d'être renversé : on l'abandonne à son destin.

Reste l'affirmattion que les Conférences de Zimmerwald ont voulu redonner une vie artificielle à l'Internationale, au moyen de quelques résolutions bâclées par des congressistes de hasard. Si l'idée en était venue rien n'aurait été plus insensé, ni aussi plus facile à réaliser. Mais il ne s'agit aucunement d'une semblable tentative. La Conférence de Zimmerwald ne pouvait naître que de la pensée socialiste. Cette pensée commune devait se développer lentement mais nécessairement en même temps que le jugement des masses ouvrières sur la guerre, et elle devait alors s'exprimer par des actes. Une fois née, cette pensée

tendait, consciemment ou non, vers l'action internationale. Il fallait que le prolétariat de chaque pays comprit que l'action révolutionnaire contre le gouvernement de son propre pays ne servait pas la politique belliqueuse du gouvernement des pays ennemis ; mais pour arriver à cette conviction il n'est d'autre moyen que la discussion et l'entente mutuelles.

Chaque jour de guerre travaille à cette reprise de conscience du socialisme. Cette reprise va obscurément ; elle ne saisit pas l'ensemble des travailleurs socialistes comme un brusque coup de lumière. Elle s'accomplit lentement, et la conscience retrouvée aperçoit devant elle un monde nouveau. L'Europe d'hier a été brisée, bouleversée, on ne peut plus s'y orienter comme auparavant. Pour se retrouver à travers le chaos de la guerre, il ne suffit pas de comprendre que la guerre est un mal et un mensonge monstrueux payé avec la vie des travailleurs. Il doit apparaître comme une certitude que la guerre mondiale a modifié le devoir et les conditions de lutte du prolétariat ; il faut comprendre que, pour la première fois, ce devoir se révèle clairement à tous ceux qui veulent voir, devoir qui oppose, à jamais irréconciliables, le nationalisme et l'internationalisme.

Avant cette transformation, une conférence internationale, au sens socialiste du mot, était im-

possible. C'eut été ou bien une hypocrisie, faite d'affirmations puériles, qui eut donné à la classe ouvrière l'illusion d'une force qu'elle ne possède pas, ou bien la réunion se fut contentée d'être, aucune action efficace n'en aurait résulté.

Certains disent qu'il faudrait attendre que la lumière se soit faite dans tous les pays et dans toutes les consciences ouvrières. Autant dire qu'avant d'organiser les travailleurs à l'intérieur de chaque pays, il faut attendre que tous soient bien persuadés de la nécessité de l'organisation. Précisément parce qu'elle est un grand phénomène historique, l'Internationale ne peut surgir toute créée et toute armée comme Minerve de la tête de Jupiter, elle doit résulter d'un long développement et s'être créée elle-même.

Ceci précise les possibilités de l'action internationale et trace ses limites. Toute tentative pour agir sans vouloir admettre ces limites aurait inévitablement échoué. Excès contraire au fatalisme qui ordonne d'attendre que l'évolution soit achevée dans chaque pays, méconnaissant ainsi que l'action commune s'offre à nous déjà possible.

Le devoir qui s'imposait à la première Conférence de Zimmerwald est venu de là. Il s'agissait tout d'abord de découvrir le terrain commun sur lequel on put se réunir. La décomposition honteuse de l'Internationale est née du reniement de la lutte de classe, en théorie et en pratique — reniement qui a fait descendre les partis socialistes jusqu'au social-patriotisme. La réaffirmation de la lutte de classe constituait donc le seul lien capable de renouer l'action internationale.

Mais une formule, un mot, ne pouvait suffire contre la guerre. A quelle occasion et sous quelle forme rouvrir la lutte de classe ? Fallait-il chercher l'accord sur des questions contestées, comme l'Alsace-Lorraine, le partage de la Pologne, ou le problème des nationalités dans les Balkans ? Le manifeste de Zimmerwald n'est entré dans aucune de ces questions particulières. Il s'est borné à quelques affirmations générales, affirmations de principe : rupture de l'union sacrée, lutte contre la guerre, action pour une paix immédiate et sans annexions, revendications pour tous les peuples, du droit à disposer librement d'eux-mêmes.

L'essentiel de ces affirmations était la déclaration de guerre à la guerre. Celle-ci supposait l'accord de tous les pays sur les intérêts et les devoirs du prolétariat, la renonciation à la légende de la guerre défensive et le refus de tenir aucun compte de la situation militaire du moment. La rencontre sur ce terrain des membres de la première Conférence marque un incontestable progrès. En août 1914, et plus tard encore, l'idée des « garanties nécessaires » hantait l'esprit de beaucoup qui se trouvent aujourd'hui dans l'opposition, et qui faisaient dépendre leur participation

à une lutte contre la guerre de la réalisation de ce but. En France, les armées allemandes campaient, chacun s'épouvantait devant l'invasion, et il eut fallu toute l'audace courageuse de la foi socialiste pour réclamer, dans une telle situation, la cessation immédiate du combat. Mais une année de guerre s'était alors accomplie, aucun doute ne subsistait plus sur le caractère de la guerre et sur son but, et il était redevenu facile de prendre une décision. Dès lors il apparaît qu'on pouvait laisser en toute assurance aux soi-disant grands politiques et grands réalistes le soin de couper les cheveux en quatre et de fabriquer de belles recettes pour résoudre le mieux du monde toutes les petites questions de détail que la guerre fait surgir. Ils ne comprennent pas encore le ridicule de leurs airs importants ! Ceux qui n'ont pas la force d'empêcher la guerre et qui marchent de leur plein gré et la main dans la main avec les gouvernants n'ont pas non plus la force de conquérir la paix ; et ceux qui ne peuvent rien pour amener la paix, ne peuvent non plus déterminer en rien son contenu. Construire un beau projet de paix, c'est bon pour des gens aussi naïfs et aussi inoffensifs que les petits enfants qui rêvent d'un château dans les nuages ; une conférence des représentants du prolétariat qui se serait amusée à de telles puérilités, n'aurait pas seulement été ridicule, elle aurait trompé le prolétariat en lui

donnant l'illusion d'une force inexistante. Illusion et incohérence qui auraient détourné des vrais devoirs : on eut été heureux de retomber à cet état de mensonge à soi-même qui a marqué la fin de la seconde Internationale. Ça n'a été ni par incompétence, ni par impuissance de pensée que la Conférence de septembre s'est abstenue de se prononcer sur le règlement des problèmes nationaux, s'est refusée à mettre en formules les revendications naionales particulières, et à proposer des plans pour la paix, laborieusement construits C'est parce qu'elle avait pleine conscience des conditions de la lutte prolétarienne, et du rapport véritable des forces. Ce qui, aux yeux des savants critiques qui portent dans leur poche tous les problèmes du monde bien et dûment solutionnés, est une faiblesse, fait justement la force de la Conférence. C'est cela qui la distingue des parades données par les social-patriotes, grands bâtisseurs de nuées, à Londres, à Vienne, à Copenhague.

On ne peut pas dire que la Conférence aurait pu résoudre toutes les questions qui déjà à ce moment, se posaient. Ce ne pouvait pas être son rôle. Elle devait démasquer la guerre et en faire apparaître les vrais mobiles, poser quelques principes généraux, mais elle devait surtout faire entendre un appel à l'action. Il fallait montrer au prolétariat, contrairement aux affirmations de

ses chefs officiels, qu'une action socialiste devait être menée pendant la guerre, bien que les conditions en fussent plus difficiles. L'appel fut lancé, et à ce moment le fait même de lancer un appel, importait plus que le contenu de cet appel.

La façon dont furent accueillies les résolutions de Zimmerwald montre combien cette opinion était vraie. Frappées par les foudres de la censure gouvernementale, proscrites et mises au ban par les social-patriotes, elles ont cependant provoqué dans tous les pays le réveil du prolétariat, elles ont forcé sa pensée à se ressaisir, et elles l'ont orienté vers une voie nouvelle. Elles ont porté loin, puisqu'on a à se réjouir de l'assentiment de partis officiels, de fractions de partis socialistes et d'organisations syndicales. On avait compris dès lors l'action solidaire du travail dans chaque pays et qu'il y avait là une première tentative d'entente internationale et de compréhension mutuelle. On savait pourquoi la Conférence s'était réunie et avait agi.

Elle ne pouvait en rester là. Elle avait établi qu'elle avait une fonction et pris en main ses instruments, il s'agissait maintenant de construire. Les circonstances, à l'intérieur comme au dehors, y poussaient. La situation militaire, loin de s'être simplifiée depuis la première Conférence, s'est compliquée de problèmes nouveaux. La lutte menée par les partis nationalistes comme par le Bureau socialiste international de La Haye contre l'action de Zimmerwald, l'action tentée faiblement vers la paix exigeaient une réponse et une mise au point. D'ailleurs, à Zimmerwald, les faits avaient en un sens devancé la claire conscience du but. Précisément parce qu'il s'agissait, avant tout, de donner une preuve concrète que l'action internationale était possible, les points de détail du manifeste ne pouvaient être développés que de façon très insuffisante, et l'on avait dû se contenter de formules peu précises.

La deuxième Conférence qui se tint du 24 au 30 avril, à Kienthal, petit village perdu de l'Oberland bernois, démontre combien la théorie et la pratique de la lutte de classe sont liées étroitement, combien il est impossible à l'une de subsister sans l'autre. On pourrait être tenté d'opposer Kienthal à Zimmerwald comme une conférence théorique, mais ce serait alors une théorie qui sort de la pratique même et qui sert à lui donner une direction. Afin de prévenir les malentendus, les fausses interprétations et les critiques sans fondement, les solutions proposées en septembre dans les résolutions de Zimmerwald devaient être approfondies et éclaircies. Une exacte délimitation était d'autant plus nécessaire, aussi bien du côté des pacifistes bourgeois que de celui des social-patriotes, afin que l'action gagnât en clarté. Il s'agissait surtout de l'action pour la paix, centre de tout le débat.

Un regard sur la presse officielle des partis socialistes suffit à démontrer quelle confusion y règne. Les principes les plus élémentaires du socialisme sont tombés dans l'oubli ou ont été sacrifiés à la politique d'union sacrée. Bien qu'il fut établi — c'était même devenu un lien commun — que la guerre était causée par les antagonismes engendrés par le capitalisme, des gens qui se disent socialistes, confient aujourd'hui au capitalisme et à ses organes, le soin de créer une paix durable. D'autres se laissent prendre au jeu de la bourgoisie qui démontre, preuves en main, qu'elle n'a à la guerre aucun intérêt. Joli recul vers le temps des socialistes utopistes et qui implique toutes les faiblesses et tous les dangers d'un anachronisme. Comme les utopistes qui cherchaient à persuader les classes dirigeantes de leurs « vrais » intérêts, les innocents rêveurs de paix, dans le camp socialiste, croient qu'il suffit d'éclairer un peu plus la bourgeoisie pour lui faire comprendre qu'elle n'a, à la guerre, que des intérêts négatifs. De même que les utopistes arrivaient avec, à la main, leurs plans tout préparés, pour accroître la force présumée de leurs arguments, de même les pacifistes socialistes d'aujourd'hui cherchent eux aussi à construire des plans qu'on n'aura plus qu'à réaliser pour bannir à jamais le danger de la guerre du sol même de la société capitaliste.

Il était nécessaire de faire, sur ce point, toute la clarté possible. Les travailleurs doivent savoir dans quelle direction, avec quels moyens et dans quelles conditions ils doivent mener la lutte pour la paix.

Une résolution, prise à l'unanimité, cherche à répondre brièvement à cette question.

Les buts de la guerre se dégagent des causes de la guerre. Ces buts sont subordonnés aux intérêts capitalistes ; en se réalisant ils ne peuvent supprimer les causes de guerre, ni par suite établir une paix durable. La paix durable ne peut non plus être atteinte tant qu'à côté des moyens qu'on préconise contre la guerre, subsistera le régime capitaliste. C'est pourquoi la résolution repousse les solutions proposées par les pacifistes bourgeois, parce que ces solutions sont purement illusoires, apportant la confusion au lieu de la clarté, et qu'elles détournent les ouvriers de la seule arme afficace pour la conquête de la paix, la lutte de classe.

La résolution est dirigée également contre l'illusion que le prolétariat, par les constructions de subtils projets, pourra en quoi que soit, influer sur le contenu de la paix. Agir dans cette voie, ce serait, en fin de compte, laisser le soin de l'avenir à une poignée de sages omniscients et affirmer que le bonheur viendra en dormant aux déshérités.

En termes clairs, et sans ménagements, comme les maîtres du socialisme l'ont fait, il y a un demi-siècle déjà, la conférence déclare aux travailleurs que la paix durable ne peut être le résultat que du socialisme, c'est-à-dire de leur combat éternel et qui doit être mené par eux seuls. Et il apparaît nettement ici que la théorie sert la pratique. La résolution n'est en rien une démonstration savante qui apporte la solution académique d'une question controversée. Partant de la pratique elle aboutir à un appel à l'action. Développant la pensée du manifeste de Zimmerwald, la résoluion ne dit pas seulement aux ouvriers qu'ils doivent combattre, elle cherche à leur expliquer également pourquoi ils doivent le faire : non pas pour laisser le monde tel qu'il était avant la guerre, mais pour le transformer dans le sens du socialisme ; non pas pour fortifier la position des ennemis du socialisme, comme le font inconsciemment et par défaut de volonté de progrès, les socialistes de gouvernement.

Il va de soi qu'un éplucheur de mots pourrait trouver beaucoup à redire à cette résolution. Elle est, comme toute résolution semblable, un compromis des différentes tendances qui se sont manifestées à la Conférence.

Dans l'ensemble, cependant, elle marque un incontestable progrès : elle prolonge les lignes tracées à Zimmerwald, elle sépare très nettement la

classe ouvrière de la bourgeoisie et de ses valets social-patriotes, et elle peut servir à guider très utilement les efforts. La résolution ne pouvait, ni ne voulait être rien de plus.

Ce n'est pas à une Conférence, surtout lorsqu'elle a lieu dans des circonstances si extraordinaires, d'imposer des prescriptions obligatoires. L'action des masses et leur pouvoir, ne seront déterminés par aucune résolution de congrès, par aucun commandement. Ils dépendent de l'intelligence, qui permet de comprendre la situation, et de l'éducation. Lorsqu'il y a manque en cela les plus belles résolutions de congrès ne servent de rien. Mais quand le mouvement commence, il n'est plus permis de le laisser à lui-même. Le devoir de la social-démocratie est alors de prendre la tête du mouvement et de le devancer, elle doit montrer aux masses le but inévitable et leur préciser les conditions de réalisation, afin d'exercer une action réfléchie sur l'évolution historique.

Cette action consistait pour une part dans la discussion sur la question de la paix. L'influence que cette discussion peut exercer sur les conditions de la lutte dépend de la situation générale et de la conscience que la classe ouvrière prendra de sa force d'opposition.

La Conférence avait à régler une autre grande question, celle de l'attitude à prendre à l'égard du Bureau socialiste international. Il est dit dans le

manifeste de Zimmerwald que le Bureau socialiste international a fait entièrement faillite. Ce jugement est juste, sans aucun doute. Mais la question de sa culpabilité n'est pas en cause ici. Il devait faire faillite, nécessairement, puisqu'il est enfermé dans la même contradiction fatale que les partis socialistes nationaux dont il est l'émanation. Le devoir de défense nationale s'oppose au devoir de lutter contre la guerre. Dans le temps de paix les deux devoirs paraissaient conciliables, la guerre a fait comprendre qu'il est impossible d'unir ces deux devoirs. Il fallait se décider pour l'un ou pour l'autre. Les partis socialistes les plus considérables choisirent la participation à la défense nationale et c'en fut fait du Bureau socialiste international. Il est resté passif, il a renoncé à rassembler la classe ouvrière, au moment où elle s'éveillait de l'ivresse du combat, pour la mener à la lutte contre la guerre.

Cette attitude se comprenait tant que le fait, pour le Bureau, d'être dans la Belgique envahie, paralysait son action. Mais quand le siège en fut transféré en Hollande, il apparut clairement que l'organisme central de l'Internationale avait la volonté de ne pas exécuter les décisions des congrès internationaux. Il ouvrit la lutte contre l'opposition internationale et devint l'instrument des social-patriotes dont les intérêts se rejoignaient ici. Plus les social-patriotes d'un pays accablaient

de reproches ceux d'un autre pays, plus ils se critiquaient l'un l'autre et se combattaient, plus ils se rencontraient dans le commun désir de ne pas voir transformer le Bureau socialiste international en un tribunal qui, se fondant sur les résolutions des congrès, eut ordonné, comme le seul devoir, de mener la lutte contre la guerre.

Ce désir commun détermina la ligne de conduite du Bureau. Bien qu'au 4 août 1914, il eut apparu aux yeux de tous que l'Interationale avait cessé d'être une force, le secrétaire déclara solennellement, en plein accord avec le comité exécutif, que l'Internationale était plus vivante que jamais. Cette déclaration était nécessaire pour préparer un mutuel pardon et un mutuel oubli, au moment où les partis socialistes le dégageraient des fers où ils se sont mis eux-mêmes librement. Dès lors la politique du Bureau socialiste international fut très claire. Ne pouvant plus trouver d'excuses dans l'invasion et dans l'effondrement des partis nationaux, le Bureau socialiste international se déclara ouvertement partisan du socialisme patriote, et il servit à tromper les masses. Afin de donner à son attitude une apparence de justification, il se lança dans de grands discours mystiques, il examina consciencieusement toutes les résolutions prises à Vienne, à Londres et à Copenhague et il persuada la classe ouvrière que la seule action présente consistait à formuler les

revendications que l'on aurait à soutenir au moment des négociations de paix.

La deuxième Conférence de Zimmerwald s'est, dans sa résolution sur la paix, opposée nettement à cette façon de procéder. Dans une deuxième résolution, elle critiqua vivement l'attitude du Bureau et elle demanda qu'un contrôle fut exercé sur lui. Elle indiqua que dans le cas où le Bureau pourrait siéger au complet, le devoir des socialistes serait de s'opposer sans aucun ménagement aux social-patriotes, de les démasquer, de prendre position contre leur politique qui consiste à nourrir les travailleurs pendant la paix avec de belles résolutions de congrès internationaux et à leur donner de toutes parts, pendant la guerre, le conseil de se massacrer les uns les autres aussi longtemps qu'il plaira aux gouvernements.

En ce qui concerne la convocation du Bureau socialiste international, la résolution est très précise. Beaucoup de socialistes pensent que l'organisation d'une action internationale dépend uniquemen du Bureau de La Haye. C'est faux. L'action internationale doit naître directement des masses de chaque pays, et d'elle-même. C'est seulement après qu'un centre international peut exercer une action efficace. C'est pour cette raison que la Conférence renonça à exiger la convocation immédiate du Bureau. Une fois le mouvement commencé dans chaque parti national, l'action centrale de coordination se fera d'elle-même. Mais ce ne pourra plus être pour le socialisme patriote, ce sera pour une œuvre vraiment socialiste, qui ne sera dirigée ni par un Scheidemann, ni par un Vandervelde.

La lumière faite sur ces deux questions essentielles, la Conférence devait encore dégager de ses résolutions les conclusions pratiques. Elle le fit dans un appel aux classes ouvrières. Un appel « aux peuples qu'on ruine et qu'on tue », fit retentir à nouveau le cri de : guerre à la guerre ! après avoir dit ce qui est, jusqu'à aujourd'hui, sorti de la guerre, et avoir rappelé les devoirs que la situation présente impose. Cet appel s'en est remis aux deux résolutions pour exprimer le nécessaire sur le caractère historique de la guerre; il va sensiblement plus loin que le premier manifeste de Zimmerwald. Il exige en effet un armistice immédiat, le refus de tout crédit de guerre, la lutte ouverte contre les conséquences sociales et économiques de la guerre. Il s'est exprimé d'autre part, en termes plus clairs et plus directs.

Le projet d'appel est venu d'un Français, d'un député. Là n'est pas la valeur du manifeste. Mais le fait que, cette fois, des parlementaires français aient eux aussi pris part à la Conférence et que l'un d'eux ait rédigé un appel pour la paix immédiate, contre l'union sacrée et pour la reprise de

la lutte de classe, ce fait là mesure le progrès accompli depuis la première Conférence. La participation de parlementaires français à la Conférence, marque les vraies dispositions des masses ouvrières dans le pays qui, en raison des circonstances extérieures, semblait le moins disposé à se rallier à l'action de Zimmerwald. L'histoire montre aujourd'hui une fois de plus qu'une idée peut être trahie, peut être reniée par ses représentants, elle n'en demeure pas moins. Il en est ainsi de l'idée socialiste. Alors que vingt années environ séparent la seconde Internationale de la première, la force de l'idée internationale s'est affirmée, cette fois, au sein même de la guerre.

Le devoir de la seconde Conférence de Zimmerwald était de reprendre cette idée, de l'animer et de l'exalter, de faire revivre au cœur des ouvriers l'espoir socialiste.

Robert Grimm.

Neues Leben, mai 1916, Berne.

Compte rendu officiel

Les préparatifs de la deuxième Conférence

Invités par la Commission socialiste internationale de Berne, instituée lors de la Conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, les représentants des organisations et des groupes adhérant à cette Commission se sont rencontrés en une deuxième Conférence socialiste internationale. Cette Conférence a eu lieu du 24 au 30 avril 1916 à Kienthal (Suisse).

La Commission socialiste internationale, d'un commun accord avec les représentants de nombreuses organisations adhérentes, avait déjà expliqué dans une circulaire, en février 1916, la nécessité d'une nouvelle réunion des partis, des minorités et des groupes qui se placent sur le terrain des principes contenus dans le manifeste de Zimmerwald, pour se concerter sur la position à prendre en face des événements survenus depuis la première Conférence. « La tâche principale du socialisme », dit la circulaire susmentionnée, « doit être, aujourd'hui, de réunir le prolétariat international en une force révolutionnaire agissante, liée, en temps de paix comme en temps de

guerre, par la communauté des conceptions, des intérêts, des devoirs ».

Partant de la constatation que les événements survenus depuis la Conférence de Zimmerwald ont confirmé la justesse des postulats théoriques et pratiques qui y ont été formulés, après avoir stigmatisé l'attitude des majorités des partis socialistes qui ont adhéré à l'Union sacrée, et par cela même entravé le mouvement du prolétariat, en prolongeant la guerre et aggravant les conditions générales des classes ouvrières, et après avoir attiré l'attention sur l'attitude du Bureau socialiste international, la Commission socialiste internationale soumit aux organisations adhérentes un ordre du jour pour une deuxième Conférence internationale en fixant comme suit les conditions d'admission :

1° Seront seuls admis les représentants des organisations politiques et syndicales et les adhérents individuels qui se placent sur le terrain des décisions de la Conférence de Zimmerwald ;

2° Pour les pays dont les partis officiels et les syndicats adhérents à la Commission socialiste internationale, ne seront admis que les délégués désignés par les organisations susmentionnées ;

3° Pour les pays dont les partis officiels n'adhèrent pas à la Commission socialiste internationale, ne seront admis que les délégués des organisations qui :

a) déploient dans leur pays une activité orale ou écrite conforme aux décisions de Zimmerwald ;

b) peuvent présenter à la Commission socialiste internationale des preuves de leur activité ;

4° Des délégations individuelles ne sont admises qu'exceptionnellement et avec voix consultative ;

5° En cas de contestation de la validité des mandats, la décision définitive sera soumise à une Commission de neuf membres — y compris les quatre membres de la Commission socialiste internationale — qui décidera après s'être mise au courant de la situation.

6° La Conférence décidera du mode de votation.

Les rapports publiés dans le *Bulletin* aussi bien que les nouvelles que les journaux publient sur les partis socialistes des pays belligérants prouvent suffisamment que la Conférence de Zimmerwald et son manifeste ont trouvé un écho profond. L'orientation que le prolétariat est en train de prendre après que le cauchemar, provoqué par la guerre et par l'attitude des organisations nationales et internationales du socialisme, s'est dissipé, rendent toujours plus urgente une action du prolétariat de tous les pays, guidée par les principes du socialisme international. Que la communauté des

intérêts et de l'idéal du prolétariat de tous les pays, loin d'être détruite par la guerre, ait été, au contraire, rendue plus évidente par le caractère impérialiste du conflit actuel des peuples, cela a été prouvé avant tout par l'action développée par le prolétariat des différents pays belligérants, guidée par les mêmes principes, aspirant au même but. La Conférence de Zimmerwald, le manifeste qui y a été signé, la déclaration franco-allemande qui y a été faite, les décisions qui y ont été prises, ce sont là les preuves de l'entente théorique et pratique des classes ouvrières des différents pays. La signification de l'action de Zimmerwald — aussi modeste soit-elle — consiste dans le fait qu'elle a réveillé la conscience des devoirs internationaux et révolutionnaires du prolétariat, conscience qui était sur le point de disparaître. Les adhérents de l'action de Zimmerwald et les participants à ces Conférences n'ont jamais douté que les réunions internationales ne sauraient seules ramener à la vie et à l'action l'Internationale prolétarienne. L'Internationale doit naître dans les divers pays de la conscience socialiste et de son application pratique, elle ne peut devenir active, atteindre une puissance politique uniquement par des résolutions de congrès. Tout en tenant compte du fait que la conscience socialiste est déterminée par le développement historique, on ne pouvait pourtant attendre, avec le groupement internatio-

nal des forces restées fidèles au socialisme, que la conscience socialiste soit mûre dans tous les pays et chez tous les ouvriers. La conscience internationale du socialisme ne peut pas s'affirmer d'un seul coup, elle aussi doit se développer et être développée par les ouvriers eux-mêmes. C'est cette considération qui a rendu nécessaire la convocation de la Conférence au mois de septembre. Mais on ne devait pas en rester là. Après le premier effort tendant à réunir les forces de l'Internationale, après Zimmerwald, qui est devenu un symbole de ce ralliement, il a fallu préciser davantage l'action du prolétariat international et ceci à deux points de vue : Au point de vue positif, il a fallu tracer un programme d'action pour le prolétariat ; au point de vue négatif, il a fallu agir, préciser et souligner les raisons de la profonde hostilité du prolétariat envers les « solutions » que les pacifistes et les pseudo-socialistes s'acharnent à donner au problème mondial.

Les délégations

Vu les nombreux obstacles et les grandes difficultés que les délégués des pays belligérants doivent surmonter pour pouvoir participer à une Conférence internationale, le nombre des camarades qui ont pris part à la seconde Conférence internationale peut être considéré comme très

important ; si tous les camarades qui y furent délégués avaient pu y participer, le nombre des organisations représentées et celui des délégués aurait été augmenté de plus d'un tiers. Les représentants d'Angleterre, d'Autriche, de Roumanie, de Bulgarie, de Suède et de Norvège et de Hollande ont été empêchés de prendre part à la Conférence à la suite de difficultés de passeports que les gouvernements des pays belligérants leur ont suscitées ; les délégations allemande et française ont été diminuées de la moitié environ par refus de passeports et par d'autres mesures politiques.

Ont été représentés les pays suivants :

Allemagne : Les groupes l' « Internationale », l' « Opposition dans l'organisation » et l'organisation locale d'une ville du nord. En tout sept délégués ;

France : A la suite de l'impossibilité de se procurer les passeports les minorités du Parti et des syndicats adhérant à Zimmerwald, et qui sont représentées par le « Comité pour la reprise des relations internationales », durent se limiter à envoyer, par écrit, leur adhésion à la deuxième Conférence et à toutes ses décisions. La Fédération nationale des syndicats des instituteurs de France se trouva dans le même cas. Par contre, quatre camarades de France, parmi lesquels trois

députés, assistaient à titre personnel à la Conférence.

Angleterre : Le gouvernement anglais refusa, comme à la première Conférence, la délivrance de passeports aux délégués nommés par l' « Independent Labour Party » et par le « British Socialist Party ». Les deux partis envoyèrent des télégrammes de sympathie. Un membre de l'I. L. P. assista à la séance en qualité d'hôte.

Italie : Délégation officielle du Parti et de la fraction socialiste du parlement. En tout huit délégués.

Russie : Délégation officielle du Parti des révolutionnaires-socialistes (internationalistes), du Comité central et du Comité d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et de la Social-Démocratie de la Lithuanie. Nombre total huit délégués.

Pologne : Délégation officielle du Comité national et du Comité central de la Social-Démocratie de la Pologne russe et de Lithuanie, ainsi que du Parti socialiste polonais (Lewitza). En tout cinq délégués.

Serbie : Le Parti social-démocrate de Serbie a été représenté par un membre de la Skoupchtina.

Portugal : Un délégué du Parti socialiste portugais.

Suisse : Représentation officielle du Parti social-démocrate par cinq délégués.

En outre, fut représenté par un délégué le *Secrétariat de la Jeunesse socialiste internationale* et furent présents les membres de la *Commission socialiste internationale de Berne,* de sorte que le nombre total des participants se monta à 44.

Après la Conférence, le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de *Bulgarie* fit savoir que ses deux délégués ne purent franchir la frontière autrichienne, et il donna son assentiment aux résolutions prises. L'*Union des ouvriers juifs* de Lithuanie, de Pologne et de Russie fut également empêchée d'envoyer un délégué. Elle envoya une lettre dans laquelle elle saluait chaleureusement la deuxième Conférence socialiste internationale.

Les débats se terminèrent par l'adoption d'un appel à la classe ouvrière et de deux résolutions.

L'APPEL

Aux Peuples qu'on ruine et qu'on tue !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Deux ans de guerre mondiale ! Deux ans de ruines ! Deux ans de massacres ! Deux ans de réaction !

Qui donc est responsable? Où sont donc — derrière ceux qui, au dernier moment, ont allumé l'incendie — ceux-là qui l'ont voulu et préparé depuis un quart de siècle?

Ils sont parmi *les privilégiés!*

Lorsque, au mois de septembre 1915, au-dessus de la mêlée, au milieu des passions guerrières déchaînées, nous, socialistes des pays belligérants et neutres, réunis fraternellement à *Zimmerwald* pour sauver l'honneur du Socialisme et dégager sa responsabilité, nous disions déjà dans notre Manifeste :

Les institutions du régime capitaliste qui disposent du sort des peuples: les gouvernements (monarchiques ou républicains), la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise — sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre, surgie d'un ordre social qui les nourrit.

C'est pourquoi, « chaque peuple », comme l'a dit *Jaurès* quelques jours avant sa mort, « a paru à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main ».

* * *

Après avoir couché dans la tombe des millions d'hommes, désolé des millions de familles, fait des millions de veuves et d'orphelins, après avoir accumulé ruines sur ruines et détruit irrémédiablement une partie de la civilisation, *cette guerre criminelle s'est immobilisée.*

Malgré les hécatombes sur tous les fronts, pas de résultats décisifs. Pour faire seulement vaciller ces fronts, il faudrait que les gouvernements sacrifient des millions d'hommes.

Ni vainqueurs ni vaincus, ou plutôt tous vaincus, c'est-à-dire tous saignés, tous épuisés: tel sera le bilan de cette folie guerrière. Les classes dirigeantes peuvent ainsi constater la vanité de leurs rêves de domination impérialiste.

Ainsi est-il de nouveau démontré que seuls ont bien servi leur pays, ceux des socialistes qui, malgré les persécutions et les calomnies, se sont opposés, dans ces circonstances, au délire nationaliste en réclamant *la paix immédiate et sans annexions.*

Que vos voix nombreuses crient avec les nôtres:

A bas la guerre ! Vive la paix !

Travailleurs des villes et des champs !

Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent qu'il faut « tenir jusqu'au bout » pour libérer les peuples opprimés. C'est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres, pour la guerre. Le vrai but de cette boucherie mondiale est, pour les uns, de *s'assurer la possession du butin* qu'ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d'autres guerres ; pour les autres, d'aboutir à *un nouveau partage du monde,* afin d'augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaissant au niveau des parias.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent qu'il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme.

Ils vous trompent. *Le militarisme d'un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même.* Et le militarisme devra être ruiné dans *tous* les pays.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent encore qu'il faut prolonger la guerre pour qu'elle soit la « dernière guerre ».

Ils vous trompent toujours. *Jamais la guerre n'a tué la guerre.* Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de « revanche », la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.

De sorte que vos maîtres, en vous sacrifiant, vous enferment dans un cercle infernal.

De ce cercle, seront impuissantes de vous tirer les illusions du pacifisme bourgeois.

Il n'y a qu'un moyen définitif d'empêcher les guerres futures:

C'est la conquête du gouvernement et de la propriété capitaliste par les peuples eux-mêmes.

La « paix durable » sera le fruit du Socialisme triomphant.

Prolétaires !

Regardez autour de vous. Quels sont ceux qui parlent de continuer la guerre *jusqu'au bout,* jusqu'à la « victoire ».

Ce sont les auteurs responsables, les journaux alimentés aux fonds secrets, les fournisseurs des armées et tous les profiteurs de la guerre; les social-nationalistes, les perroquets des formules guerrières gouvernemntales; les réactionnaires qui se réjouissent en secret de voir tomber sur les champs de bataille ceux qui menaçaient hier leurs privilèges usurpés, c'est-à-dire les socialistes, les ouvriers syndicalistes et ces paysans qui semaient le blé rouge à travers les campagnes.

Voilà le parti des prolongeurs de la guerre.

A lui les forces gouvernementales, *à lui* les journaux menteurs, empoisonneurs des peuples, *à lui* la liberté de propagande pour la continuation des massacres et des ruines.

Et *à vous,* les victimes, le droit de vous taire et de souffrir, l'état de siège, la censure, la prison, la menace, le bâillon.

*
* *

Cette guerre, peuples travailleurs, *n'est pas votre guerre*, et cependant c'est vous qui en êtes, en masse, les victimes.

Dans *la tranchée*, à la pointe des batailles, exposés à la mort, voilà les paysans et les salariés. *A l'arrière*, à l'abri, voici la plupart des riches et leurs valets « embusqués ».

Pour eux, la guerre c'est la mort des autres.

Et ils en profitent pour continuer et même accentuer contre vous *leur* lutte de classe, tandis qu'à vous ils prêchent « l'union sacrée ». Ils descendent même jusqu'à exploiter vos misères et vos souffrances pour essayer de vous faire trahir vos devoirs de classe et de tuer en vous l'espérance socialiste.

L'injustice sociale et le système des classes sont encore plus visibles dans la guerre que dans la paix.

Dans la paix, le régime capitaliste ne dérobe au travailleur que son bien-être; *dans la guerre*, il lui prend tout, puisqu'il lui prend la vie.

Assez de morts ! Assez de souffrances !

*
* *

Assez de ruines aussi !

Car c'est encore sur vous, peuples travailleurs, que tombent et tomberont ces ruines.

Aujourd'hui, des centaines de milliards sont jetés au gouffre de la guerre et perdus ainsi pour le bien-être des peuples, pour les œuvres de civilisation, pour les réformes sociales, qui auraient amélioré votre sort, favorisé l'instruction et atténué la misère.

Demain, de lourds impôts s'appesantiront sur vos épaules courbées.

Assez payé de votre travail, de votre argent, de votre existence ! *Luttez pour imposer immédiatement la paix, sans annexions.*

Que dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie ! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

Que les prolétaires des *pays neutres* viennent en aide aux socialistes des pays belligérants dans la lutte difficile qu'ils mènent contre la guerre ; qu'ils s'opposent de toutes leurs forces à l'extension de la guerre.

Que les *socialistes de tous les pays* agissent conformément aux décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquelles c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre, pour faire cesser promptement la guerre.

En conséquence, exercez, contre la guerre, le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos parlements, sur vos gouvernements.

Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale.

Réclamez un armistice immédiat ! Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre !

Courage ! N'oubliez pas que, malgré tout, vous êtes encore le nombre et que vous pourriez être la force.

Que dans tous les pays, les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre et la volonté de revanches sociales, et l'heure de la paix sera avancée.

A bas la guerre !

Vive la paix ! — la paix immédiate et sans annexions.

Vive le Socialisme international !

1er Mai 1916.

LES RÉSOLUTIONS

L'attitude du Prolétariat en face des Problèmes de la Paix

Comme résultat des délibérations de la *seconde Conférence socialiste internationale de Zimmerwald* (du 24 au 30 avril 1916), la résolution suivante concernant l'*attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix* a été adoptée à l'unanimité en votation finale.

I

1. La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes, résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter dans leur intérêt les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une nouvelle répartition des possessions coloniales et de déterminer la soumission des pays en retard dans leur développement économique.

2. La guerre ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes, ne peut non plus éliminer les causes de guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalité et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique, au contraire, tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes qui augmentent encore la réaction économique et politique, provoquent les germes de guerres futures.

3. C'est pourquoi, en affirmant que la guerre se propose une paix durable, les gouvernements et leurs agents bourgeois social-nationalistes ne tiennent pas compte des conditions nécessaires à la réalisation de ce but ou faussent

sciemment la vérité. Dans un régime capitaliste, les annexions, les alliances économiques et politiques des Etats impérialistes, pas plus que les tribunaux d'arbitrage obligatoires, les limitations des armements, et ce que l'on appelle démocratisation de la politique étrangère, ne peuvent assurer une paix durable.

4. Les annexions réalisées par la violence excitent la haine parmi les peuples, produisent de nouvelles causes de froissements et de heurts. Les alliances politiques et les coalitions des puissances impérialistes, c'est là un moyen propre à prolonger, à étendre la guerre économique en provoquant des conflagrations mondiales toujours plus graves.

5. Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire, supposent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagonistes des Etats — et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas, et le développement capitaliste qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions, ne nous donne aucun espoir sur l'avènement d'une telle puissance médiatrice. Le véritable contrôle démocratique sur la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'Etat moderne ; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme, mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.

6. C'est pour cela que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes, qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles. Ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'auboutiste.

II

7. Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul, le socialisme créera les conditions nécessaires à sa réalisation.

En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par le fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est, en somme, que la lutte pour la réalisation du socialisme.

8. Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploiteurs, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but : la réalisation de la paix durable. Dans ce cas, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin ; pire encore, elle livre à l'abattoir de la guerre ses meilleures forces et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme.

III

9. Conformément aux décisions des Congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre ne saurait être déterminée par la situation militaire ou stratégique des pays belligérants. Le devoir vital du prolétariat est donc de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer les pourparlers de paix.

10. Selon que cet appel trouvera un écho dans les rangs du prolétariat international, suscitant une action vigoureuse, dont le but est le renversement de la domination capitaliste, la classe ouvrière réussira à hâter la fin de la guerre et à influer sur les conditions de la paix. Si la classe ouvrière ne suit pas cet appel — les conditions de la paix

future seront fixées par les gouvernements, les diplomaties, les classes dirigeantes, sans aucun égard aux peuples.

11. Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau militariste, le prolétariat doit, en même temps, s'opposer à toutes les velléités annexionnistes. Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde, telle qu'elle était avant la guerre, comme répondant aux intérêts des peuples, mais il s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des Etats mutilés pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage. Le socialisme lui-même tend à supprimer toute oppression nationale, par l'union politique et économique des peuples sur des bases démocratiques — union irréalisable dans le cadre de la société capitaliste. Mais ce sont précisément les annexions — quelle qu'en soit leur forme — qui rendent cette tâche difficile, lorsqu'en démembrant les peuples, en les écartelant et en les incorporant aux grands Etats impérialistes, on rend plus pénibles les conditions de la lutte prolétarienne.

12. Tant que le socialisme ne réalise pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démoeratique ainsi que la protection des minorités nationales.

13. Les indemnités de guerre exigées par les puissances impérialistes ne sont pas conciliables avec les intérêts du prolétariat. De même que les classes dominantes de chaque pays cherchent à faire peser les frais de guerre sur les épaules de leur propre classe ouvrière, elles tenteront aussi de rejeter le poids des indemnités de guerre sur le prolétariat des pays vaincus. Cet état de choses nuirait aussi bien aux travailleurs du pays vainqueur, car l'aggravation des charges économiques et sociales de la classe ouvrière d'un pays aurait sa répercussion inévitable sur celle des

autres pays et rendrait plus difficiles les conditions de la lutte de classe internationale. L'action du prolétariat d'un pays ne consiste pas à rejeter les charges économiques et financières résultant de la guerre sur les ouvriers d'un autre pays, mais à les faire peser sur les possédants de tous les pays par l'abolition de la dette publique.

14. La lutte contre la guerre et l'impérialisme, conséquence des souffrances et des sacrifices des peuples, s'intensifiera de plus en plus par suite des malheurs causés par les fléaux de l'époque impérialiste. Le socialisme développera et dirigera le mouvement des masses contre la cherté de la vie, pour les revendications agraires des travailleurs paysans, contre le chômage, les nouveaux impôts et la réaction politique jusqu'à ce qu'il aboutisse à la lutte internationale pour le triomphe final du prolétariat.

Le Bureau socialiste international et la Guerre

La seconde Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (tenue du 24 au 30 avril) a voté à l'unanimité la résolution suivante au sujet de l'attitude du B. S. I. vis-à-vis de la guerre:

I

Considérant que le Comité du Bureau socialiste international (B. S. I.) a gravement manqué à son devoir, le plus nettement et le plus explicitement établi par les résolutions des congrès internationaux, en se refusant obstinément de convoquer la réunion plénière du Bureau, malgré les instances répétées des différentes sections nationales;

Que, de cette manière, le Comité exécutif n'a non seule-

ment rien fait pour remédier à la crise profonde traversée par l'Internationale, mais, au contraire, l'a approfondie, en se faisant le complice du reniement des principes, de la politique de la soi-disant défense nationale et de « l'union sacrée », qui a réduit l'Internationale à l'état de dispersion et d'impuissance honteuse;

Que cette complicité du Comité exécutif a trouvé son expression la plus frappante dans le fait que son président a cru pouvoir cumuler en sa personne la qualité d'un ministre d'Etat en guerre avec celle de président du B. S. I. en abaissant par là l'organe central de l'Internationale ouvrière au rôle indigne d'un instrument servile, d'un otage d'une des coalitions impérialistes;

Considérant que ce n'est qu'après vingt mois de guerre, devant l'indignation croissante dans les masses, se libérant du cauchemar chauviniste, que le Comité exécutif s'est avisé de la nécessité de convoquer le bureau;

Considérant que cette tentative est accompagnée de la sanction donnée d'avance à la lutte fratricide des peuples, justifiée par la soi-disant défense nationale ;

Que le Comité exécutif, tout en accordant l'absolution à tous ceux qui ont abandonné le drapeau socialiste, s'acharne en même temps à combattre les éléments révolutionnaires de l'Internationale qui se sont retrouvés dans la mêlée et se sont tendus les mains pour inaugurer la lutte contre la guerre impérialiste;

Que, de la sorte, cette tentative de renouveler les relations entre les sections nationales revêt le caractère d'une paix séparée entre les social-nationalistes;

Qu'étant donnés les contacts totalement contraires aux principes du Socialisme, qui se sont établis pendant la guerre dans la plupart des pays belligérants entre les gouvernements et les dirigeants du Socialisme nationaliste, il est à craindre que le Comité exécutif du B. S. I., dans certaines conditions, pourrait convoquer le Bureau au moment où cette convocation correspondrait aux vues politiques de l'une ou des deux coalitions impérialistes;

La seconde Conférence socialiste internationale de Zimmerwald;

Invite les sections affiliées à la Commission socialiste internationale de Berne à suivre avec une attention soutenue les démarches du Comité exécutif;

Exprime sa profonde conviction que l'Internationale ne pourra se relever comme véritable puissance politique de la débâcle qu'au fur et à mesure que le prolétariat mondial, s'émancipant des influences impérialistes et chauvines, reprendra la voie de la lutte sociale et de l'action des masses.

Pour le cas où la séance plénière du Bureau devait être convoquée, les délégués des partis adhérant à Zimmerwald devront dévoiler les intentions réelles des représentants du Socialisme nationaliste, tendant à détourner le prolétariat de ses buts, et opposer à cette duperie coalisée les principes fondamentaux sur la base desquels l'opposition internationaliste s'est constituée dans tous les pays.

II

Si le Comité exécutif du B. S. I. devait convoquer une réunion du Bureau, la C. S. I. de Berne devrait tâcher de convoquer la commission élargie pour se concerter au sujet d'une attitude identique à celle des Zimmerwaldiens.

III

La Conférence reconnaît le droit des sections socialistes nationales, adhérant à Zimmerwald, de demander la convocation du B. S. I.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(*Séance du 24 Juin 1916*)

Déclaration du Citoyen Brizon

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Brizon.

M. BRIZON. — Messieurs, après deux ans d'une guerre qui dévaste l'Europe, la ruine, la saigne, la menace d'épuisement, les gouvernements des pays belligérants demandent encore des milliards et encore des hommes, pour prolonger cette guerre d'extermination.

Au moment d'un vote si grave, notre pensée se tourne vers la paix dans la liberté, vers ceux qui y travaillent avec la conscience d'accomplir le plus beau devoir qui soit au monde, vers les courageux socialistes de la minorité allemande... (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême-gauche. — Mouvements divers.*)

M. MAYÉRAS. — Vive Liebknecht! (*Exclamations et burit.*)

M. EMILE FAURE. — Vous ne pouvez pas dire que la minorité allemande a eu ce courage.

M. ALEXANDRE BLANC. — Moins ils sont nombreux, plus ils ont de courage. (*Bruit.*)

M. BRIZON. — ... qui sont l'espoir du monde dans le combat contre le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur les hommes.

Ils luttent contre la guerre.

Ils luttent contre l'Empire.

Ils luttent pour la paix immédiate et sans annexion.

Et voici ce qu'ils disent: « Dans cette guerre monstrueuse entre deux coalitions formidables, dans cette guerre désormais immobilisée, malgré le flux et le reflux des batailles,

il n'y a et il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt tous seront saignés, ruinés, épuisés.

« Avec la jeunesse dans la tombe, les meilleures générations sacrifiées, la civilisation en partie détruite, la fortune perdue, la désolation partout, *une victoire serait-elle une victoire?*

« Et s'il y avait, par malheur, des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la vengeance, pour la revanche.

« *Car la guerre n'a jamais tué la guerre.*

« Il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher les guerres futures : c'est la victoire du socialisme, en Allemagne et dans les autres pays, sur les classes, les gouvernements et les hommes de proie. »

Les socialistes allemands ajoutent:

« Les gouvernements européens, avec leur diplomatie secrète et leurs appétits de conquêtes, ont déchaîné la guerre. *Ils la prolongent pour se sauver.*

« Les peuples veulent la paix. Ce sont eux, ce sont les paysans, ce sont les meilleurs ouvriers de la civilisation qui tombent en masses, victimes d'une guerre qui n'est pas *la leur*, puisqu'elle n'a pas pour but d'écraser la féodalité internationale qui les exploite. »

Et ces héroïques socialistes de la minorité allemande concluent :

« Les nations, leur territoire et leur liberté sont sauvés par l'héroïsme invincible de leurs soldats.

« La prolongation de la guerre n'est plus, depuis longtemps déjà, qu'*une barbarie militairement inutile.*

« Il faut arrêter la guerre. Assez de morts! Assez de ruines! Assez de souffrances!

« Il faut obliger notre gouvernement à déclarer ses conditions précises de paix. Il faut lui imposer la paix immédiate sans annexion. Si nous faisons cela, nous savons qu'il y aura dans les autres pays des socialistes et des hommes de bonne volonté pour exercer la même pression contre la guerre, pour la paix, pour la liberté des peuples.

« Pleurons les morts, crient-ils, et *sauvons les vivants!*

Sauvons les travailleurs pour le socialisme. Sauvons les milliards pour relever les ruines, panser les blessures et faire des réformes sociales. *Sauvons tout ce qui peut encore être sauvé:* le monde en a besoin pour renaître à l'espérance. »

A ces hommes-là, messieurs, mes amis Alexandre Blanc, Raffin-Dugens et moi, avec la certitude que notre geste ne tombera pas dans le vide, avec la conviction d'agir en bons Français comme en bons socialistes, nous tendons nos mains fraternelles du haut de la tribune française.

MM. ALEXANDRE BLANC et RAFFIN-DUGENS. — Très bien!

M. BRIZON. — Eux et nous, nous sommes fidèles aux antiques décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquels, si la guerre éclate malgré tout, c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour la faire cesser promptement.

Pour aider ces hommes dans leur rude combat contre la guerre, pour la paix sans annexion, pour un armistice immédiat (*Bruit*), nous déclarons que leurs paroles citées sont aussi les nôtres. Nous protestons contre le discours de Nancy. (*Interruptions et bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle formellement à l'ordre et je vous invite à ne pas continuer sur ce ton. (*Très bien! très bien!*)

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Vous n'en avez pas le droit...

M. MAYÉRAS. — Le discours de Nancy est anticonstitutionnel! (*Bruit.*)

M. ALEXANDRE BLANC. — Nous le prenons ce droit.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Vous n'avez pas le droit... (*Bruit sur les bancs du Parti socialiste.*)

Au centre. — Retournez donc en Suisse!

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne laisserai pas mettre ici en cause la personne de M. le Président de la République.

J'ai peut-être mal entendu une autre phrase, car M. Brizon parlait bas...

M. RAFFIN-DUGENS. — Personne n'est nommé.

M. LE PRÉSIDENT. — Laissez-moi faire mon devoir. (*Très bien! très bien!*)

Voulez-vous, monsieur Brizon, relire votre dernière phrase ?

M. VICTOR DALBIEZ. — Ne parlez pas de Nancy, parlez de l'acte inconstitutionnel de Nancy. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne peux pas vous permettre de parler ainsi.

M. RAFFIN-DUGENS. — Personne n'est nommé.

M. MAYÉRAS. — Mais tout le monde a compris qu'il s'agissait du mauvais président.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous avez parlé, je crois, d'armistice immédiat, c'est l'opinion des socialistes allemands, je ne dis rien; si c'est la vôtre, je ne puis laisser passer cette parole sans protester.

M. BRIZON. — C'est la nôtre aussi. (*Exclamations et bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Alors je proteste énergiquement. (*Très bien! très bien!*) Aucun Français ne pourrait accepter ni un armistice immédiat, ni une paix qui seraient, devant les violations répétées du droit, une détestable abdication. (*Vifs applaudissements.*)

M. ALEXANDRE BLANC. — Nous reconnaissons que notre déclaration aura plus de succès dans les tranchées qu'ici. (*Bruit.*)

M. BRIZON. — « Nous refusons de voir tomber nos soldats pour donner Constantinople à la Russie... » (*Vives protestations et bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Ce langage est intolérable, il blessera tous les cœurs français. (*Vifs applaudissements.*) Vous ne devriez pas parler ainsi pendant que le sang coule là-bas. (*Vifs applaudissements.*)

M. BRIZON. — « Nous regrettons le mauvais emploi des milliards perdus pour le peuple et nous votons contre les crédits de guerre, pour la paix, pour la France, pour le socialisme. » (*Exclamations prolongées. — Bruit.*)

MM. ALEXANDRE BLANC et RAFFIN-DUGENS. — Très bien! très bien!

M. Duclaux-Monteil. — Je constate que, dans la Chambre française, il n'y a que trois socialistes pour approuver de pareilles paroles! (*Applaudissements.*)

M. Alexandre Blanc. — Il y a beaucoup de soldats qui pensent comme nous! (*Bruit.*)

La Conférence et la Presse

Au retour de Kienthal, Raffin-Dugens a été interrogé par un rédacteur du *Bonnet Rouge*, qui lui a demandé ses impressions de la Conférence. De l'article paru dans le numéro du 17 mai 1916, nous extrayons ces passages :

UNE INTERVIEW DE RAFFIN-DUGENS

— Et maintenant, demandai-je à M. Raffin-Dugens, quelle importance accordez-vous à la Conférence de Kienthal ?

— Une importance politique capitale. En ce sens qu'elle montre aux sections de l'Internationale ouvrière le chemin, à suivre. Oh ! je ne me suis pas fait d'illusion. Ni quand nous avons franchi la frontière à l'aller, ni quand nous avons franchi la frontière au retour, nous n'avons pas, un seul instant, cru faire cesser immédiatement la guerre. Mais nous avions conscience d'accomplir tout notre devoir de socialistes. *Je suis prêt, quant à moi, à recommencer.* Je me serais même rendu à Zimmerwald, si j'avais été prévenu.

— La Commission administrative permanente vous a-t-elle avisé qu'elle vous en demanderait compte ?

— Oui. Elle m'a même convoqué à comparaître devant elle. Je verrai si je dois m'y rendre. Mais vous pouvez être persuadé que si je m'y rends, ce ne sera pas pour y faire figure d'accusé. *Après tout, nous sommes allés faire à Kienthal ce que notre état-major socialiste aurait dû, depuis longtemps, aller faire à La Haye*, au Bureau socialiste international.

— Et vos électeurs ?

— Mes électeurs ? Mais tous ceux que j'ai rencontrés m'ont dit : vous avez bien fait. Et puis les préoccupations

électorales sont pour l'instant, les derniers de mes soucis. Ce que je regarde avant tout, c'est le bien de l'humanité.

— Et ces tas de lettres ?

— Ça, des lettres de félicitations. En voici.

En effet, elles sont, ma foi, fort bien tournées. Un poilu lui crie : courage ; un autre poilu, qu'il est fier de son député ; une mère, une épouse... Oui, c'est émouvant et encourageant.

*
* *

La Commission administrative permanente du Parti socialiste n'a pas manqué de désavouer la Conférence. Elle l'avait fait pour Zimmerwald. Elle a recommencé pour Kienthal. Du moment qu'il s'agit d'une manifestation socialiste et internationaliste, elle n'en est point et elle veut qu'on le sache. Cette fois elle a poussé l'audace jusqu'à demander aux trois hérétiques qui se permettent d'être socialistes quand elle ne l'est plus de comparaître devant elle.

Dans le *Droit du Peuple* du 12 mai 1916, Raffin-Dugens, sous le titre « Déclaration superflue », riposte ainsi :

Dans le numéro de mercredi dernier de l'*Humanité*, on a pu lire :

COMMISSION ADMINISTRATIVE PERMANENTE

La Commission administrative permanente, réunie le 9 mai, déclare à l'unanimité que le Parti socialiste n'a donné mandat à aucun de ses membres pour le représenter à une conférence internationale qui s'est tenue dernièrement à Kienthal (Suisse) et qui était convoquée par les organisateurs de la Conférence de Zimmerwald.

Le Secrétaire, Louis Dubreuilh.

Tout en remerciant les camarades au nom desquels le citoyen Dubreuilh a signé cette déclaration, d'avoir annoncé qu'une conférence a été tenue dernièrement à Kienthal, je dois leur dire que leur déclaration est superflue.

Trois socialistes français seulement ont assisté à cette conférence. C'étaient les députés Brizon, Alexandre Blanc et Raffin-Dugens. Or, avant toute chose, ils ont affirmé qu'ils étaient là à titre individuel, qu'ils étaient venus croyant accomplir un devoir socialiste et personnel, qu'en conséquence ils n'étaient mandatés par personne, pas même par la minorité affirmée au Conseil national du 9 avril.

La Commission administrative permanente a donc fait une besogne parfaitement inutile. M'est avis qu'elle aurait mieux fait d'employer le temps qu'elle a consacré à examiner les voies et moyens de désolidariser le Parti d'avec « les kienthaliens », d'étudier l'action que nous avons menée dans le passé et de préparer nos moyens de défense pour l'avenir. Ce travail demande du temps et du vouloir socialiste. On préfère enfoncer les portes ouvertes. Cela demande moins d'efforts.

*
* *

Sur le même sujet, Raoul Verfeuil présente, dans le *Populaire du Centre* du 22 mai 1916, les observations suivantes :

Ça recommence. Ou, plutôt, ça continue. Voilà la Commission administrative permanente qui cite devant elle, Blanc, Brizon et Raffin-Dugens, coupables du crime abominable que vous savez. Quand on s'est engagé dans la voie de l'arbitraire et des abus de pouvoir on n'y renonce pas facilement. Ce doit être bien doux de jouer aux « directeurs », pour ne pas dire aux potentats. Je ne dis pas cela, bien entendu, pour nos amis de la minorité de la Commission administrative permanente. Je sais dans quel esprit ils ont accepté que soient convoqués rue de la Bretonnerie les trois élus qui ont commis l'impardonnable faute de se rendre à

Kienthal. Je dis cela pour les camarades de la majorité qui ont eu l'intention, en appelant Blanc, Brizon et Raffin-Dugens devant eux, de les juger et, si possible, de les condamner. Et c'est cela qui est inadmissible.

La Commission administrative permanente, cour de justice ! Brizon a dit : tribunal révolutionnaire. Un tribunal révolutionnaire comporte des révolutionnaires. Et vous savez bien que s'il en reste encore quelques-uns, depuis le 4 août 1914, ce n'est pas au siège du Parti que vous les trouverez. Révolutionnaire ou non, depuis quand la Commission administrative permanente a-t-elle le droit de s'ériger en tribunal ? Quels sont les articles des statuts qui lui confèrent ce droit ? Il n'y en a pas un seul.

*
* *

Emprutons encore au *Populaire du Centre* des passages d'un article publié le 21 mai 1916.

... Mais au fond d'eux-mêmes ils ne s'en indignent ni ne s'en étonnent. S'ils s'étonnent, c'est non de voir quelques-uns d'entre nous aller à Zimmerwald ou à Kienthal, mais que tous nous n'allions pas officiellement à La Haye où nous appellent toutes les sections de l'Internationale ouvrière.

La preuve, c'est que Brizon, Blanc et Raffin-Dugens étaient, dans les couloirs de la Chambre, entourés comme des ministres aux jours de grandes crises.

— Vous avez vu des Allemands ? Que vous ont-ils dit ? Que pensent-ils de la situation ? Qu'espèrent-ils faire ?

Par la pensée, ils étaient tous à Kienthal et attachaient le plus haut intérêt à ce qu'on y avait fait et causaient le plus gentiment du monde avec les trois voyageurs.

Que nos camarades réfléchissent et méditent sur l'indignation simulée et la curiosité sincère des hommes des autres partis. Nous nous adressons plus particulièrement à ceux des nôtres qui blâment le plus l'acte de leurs trois collègues.

S'il y a eu Zimmerwald, s'il y a eu Kienthal, c'est que la majorité française a refusé d'aller en bloc, avec nous tous, avec toutes les organisations ouvrières mondiales à La Haye d'où doit venir le salut, d'où doit s'élever la parole de paix.

De cette majorité seule peuvent dépendre maintenant peut-être la paix du monde, sûrement l'avenir du socialisme.

Car il ne faut pas, jamais les peuples ne nous le pardonneraient, que la paix soit rétablie sans que le prolétariat socialiste ait rien fait pour rapprocher l'heure de la signature des traités et dire ses conditions, ses volontés.

Zimmerwald, Kienthal ? Des incidents, des périls, des fautes, nous ne savons pas trop. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ces incidents se multiplieront et que s'ils mettent un jour en péril l'unité ouvrière internationale en tous pays, s'ils brisent cette unité au moment suprême où elle aurait chance d'être appelée à transformer le monde, les principaux coupables, les seuls coupables, pourrait-on dire, ne seront pas parmi ceux qui seront allés dans d'autres Zimmerwald ou d'autres Kienthal, mais parmi ceux qui auront empêché follement, criminellement l'acte immense de La Haye.

Il n'est pas exagéré d'ajouter qu'il y aurait dès lors de terribles responsabilités encourues et des comptes à régler en conséquence.

*
* *

Passons maintenant à la presse nationaliste, c'est-à-dire, actuellement, la presque totalité de la presse française. Les rédacteurs de ces journaux ont écrit leurs articles, simulant l'indignation, sans rien connaître des travaux de la Conférence. La brève information d'agence annonçant la présence de trois députés français leur a suffi. Peut-être ont-ils lu la correspondance que Homo-Grumbach

a envoyé à l'*Humanité*. (Nous ne la reproduisons pas cette correspondance, parce qu'on est saturé de la prose perfide de cet individu qui fait, à Berne, la plus louche des besognes.)

Le plus bel échantillon du genre a paru dans la *Liberté*. Ce journal, qui a toujours été violemment et bassement antisocialiste, ne cesse de demander des poursuites contre les zimmerwaldiens, en même temps qu'il félicite les socialistes majoritaires de leurs reniements et leur décerne un brevet de bons patriotes. Voici ce qu'écrit Berthoulat, le 11 mai 1916 :

Point de concentration d'action boche provoquée et organisée par les Boches avec le concours des groupements internationalistes qui, dans chaque pays d'Europe, ont joué le jeu boche des socialistes du kaiser, la Conférence de Zimmerwald vient d'avoir son pendant à Kienthal en Suisse. MM. Raffin-Dugens, Brizon (né en 1878), A. Blanc (né en 1874), députés français, ont assisté à cette parlote boche, sans aucune délégation que celle qu'ils se sont confiée à eux-mêmes, attendu que la Commission permanente du Parti unifié, parti auquel ils appartiennent, dans une note publiée ce matin, déclare à l'unanimité ne leur avoir donné aucun mandat. Félicitons-la de ce désaveu. Mais que dire des trois anabaptistes qui se sont rendus à cette réunion, évidemment chère à la Wilhelmstrasse ? Au temps de la première République, sous cette Convention dont ils ont l'inconscience de se réclamer, ces gaillards eussent subi le traitement radical infligé « aux suppôts de Pitt et Cobourg », par quoi leur serait enlevé le goût de toute espèce de pain, fût-ce le K.K. Je n'hésite pas à dire qu'il est déplorable d'avoir renoncé à cette tradition de salut public. Mais, quand MM. Raffin-Dugens, Brizon et Blanc s'arracheront aux étreintes du député Hoffmann, de la Diète de Prusse, et du cher collègue Fleissner, de la Chambre saxonne, ne serait-il pas possible et juste que le gouvernement les priât de retourner d'où ils viennent ? Leur place est évidemment hors des frontières françaises.

***

La *Libre Parole* (13 mai 1916) s'apitoie hypocritement sur l'école laïque et les instituteurs :

C'est en effet un très grand malheur pour ces braves, que les députés Brizon, Raffin-Dugens et Blanc, qui sont allés en Suisse pour y causer amicalement avec des Boches, soient justement trois anciens instituteurs. Evidemment ces trois imprudents, qui ne s'étaient déjà pas rendu compte du tort que leur démarche intempestive pouvait causer à l'ensemble du parti socialiste, n'avaient pas non plus réfléchi que leur ancienne fonction commune attirerait notre attention et que la « réaction » et le « cléricalisme » ne manqueraient pas d'exploiter contre l'école laïque leur inqualifiable équipée, en rapprochant Chambéry de Kienthal.

... Nous ne ferons pas retomber sur l'école laïque la responsabilité des malheurs que la folie des Brizon et consorts pourrait provoquer. Mais nous demandons que ces malfaiteurs soient mis dans l'impossibilité de compromettre plus longtemps le salut du pays et la victoire de nos soldats.

***

Une nouvelle recrue de l'*Echo de Paris*, M. Beaunier, que son ignorance et le désir d'endosser la tenue martiale des académiciens indiquaient également pour écrire sur le socialisme international, exprime sa satisfaction de la décision de la Commission administrative permanente (12 mai 1916) :

Donc, les trois socialistes unifiés, Raffin-Dugens, Alexandre Blanc, Brizon, qui sont allés causer en Suisse avec des Boches, n'engageaient pas du tout le Parti socialiste unifié. Le Parti les a désavoués ; du moins, il a déclaré que ces trois membres du Parti n'avaient aucunement reçu mandat de le représenter à Kienthal. Et la censure exige que MM. Raffin-Dugens, Alexandre Blanc, Brizon soient considérés comme des touristes. Bien !...

*
* *

M. Paul Pugliesi-Conti, patriote professionnel, réformé sans avoir combattu, trouve que les passeports pour la Suisse sont délivrés trop libéralement. Il en appelle à la vigilance patriotique du président du Conseil par une lettre qui mérite d'être reproduite :

J'ai l'honneur d'appeler votre vigilance patriotique sur les conditions dans lesquelles sont délivrés par votre département certains passeports pour l'étranger et notamment pour la Suisse.

Si de simples citoyens ne sont autorisés à quitter la France que pour un but déterminé établi par une enquête minutieuse, diverses personnalités continuent à pouvoir, sans aucun contrôle, se rendre à l'étranger, bien que pour y aller jouer au point de vue national un rôle singulièrement inquiétant.

En novembre 1915, deux militants syndicalistes, internationalistes notoires, MM. Bourderon, de la Fédération socialiste unifiée de la Seine, et Merrheim, de la C. G. T., ont ainsi pris part à la Conférence de Zimmerwald, manifestement organisée par l'Allemagne.

En septembre, deux députés français, MM. Renaudel et Longuet, ont pu se rendre à Berne et s'y livrer à de mystérieux pourparlers avec deux membres du Reichstag, MM. Bernstein et Kautsky.

Et c'est dans les mêmes conditions que, la semaine dernière, en pleine bataillle de Verdun — véritable défi à tous les bons citoyens — MM. Brizon, Blanc et Raffin-Dugens, députés socialistes unifiés, se sont rendus à Kienthal (Suisse) pour assister, en compagnie de sujets allemands, à une réunion du même caractère que celle de Zimmerwald.

Vous voudrez bien reconnaître qu'il n'est pas tolérable que des Français — fussent-ils membres du Parlement — puissent obtenir des passeports leur permettant d'aller librement conférer à l'étranger avec des sujets ennemis. La moralité publique, la sécurité nationale, l'égalité devant la loi exigent que prennent fin d'aussi scandaleuses complaisances certainement consenties à votre insu dont, j'en suis persuadé, vous voudrez bien interdire le renouvellement.

M. Pugliesi-Conti a obtenu partiellement satisfaction. Naturellement on ne peut songer à gêner dans ses déplacements un personnage aussi important que le citoyen Renaudel, mais les passeports pour l'étranger sont désormais refusés aux participants de la Conférence de Kienthal comme à ceux de la Conférence de Zimmerwald et, en général, à toute personne suspecte de pacifisme. C'est là, à n'en pas douter, un nouvel hommage à la Russie, alliée fidèle qui combat pour le droit et la liberté des peuples.

Dans le concert nationaliste, les renégats méritent une place particulière, et, parmi les renégats, Hervé. Quand le gouvernement le lui demande, il dénonce le péril zimmerwaldien. Il le fait, tantôt doucereusement, de son air de bon apôtre, tantôt brutalement, comme un justicier. Doucereux ou brutal, c'est toujours répugnant. Des

larbins illustrent par l'image les écrits de leur maître. Ils poussent le zèle un peu loin, et il y a des dessins et des légendes qui méritent de n'être pas oubliés.

*
* *

Dans l'*Evénement* du 10 mai 1916, Alexandre Varenne rassure le public français :

Trois députés socialistes, citoyens français, mes collègues Brizon, Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, se sont rencontrés ces jours-ci en Suisse avec quatre sujets allemands, dont un député au Reichstag, qui est, si je ne me trompe, un dissident du groupe Haase.

Je prie le public français de ne pas s'émouvoir outre mesure de cette nouvelle. Nos ambassadeurs étaient partis sans mandat, et ils ne représentaient qu'eux-mêmes, personne, pas même leurs électeurs, ne des ayant chargés d'ouvrir des négociations.

On a paraît-il, procédé à un échange de vues. Point de décision, dit l'information que j'ai sous les yeux. Mes renseignements particuliers me permettent d'affirmer au contraire qu'une décision et des plus graves, aurait été prise. Le camarade député au Reichstag aurait annoncé que ses amis et lui ont l'intention de publier une brochure. Ni plus ni moins.

L'*Evénement*, qui avait cessé de paraître depuis la guerre, a ressuscité il y a quelques mois, grâce au concours de financiers anglais, à la tête desquels se trouve M. Horatio Bottomley, financier véreux, condamné de droit commun, détrousseur de la petite épargne, que le parti libéral se vit contraint d'expulser, il y a quelques années, pour indignité morale. Alexandre Varenne, qui fut censeur et candidat à la direction de la censure, avait sa place marquée dans cet honnête journal. Il en est co-directeur. Le dernier Conseil national du Parti socialiste délibéra durant toute une séance sous sa présidence, en quoi il montra qu'il n'est pas dégoûté.

Le *Rappel*, organe radical, a presque autant de lecteurs que de rédacteurs. Il est tout de même intéressant à citer parce qu'il exprime l'opinion des démocrates annexionnistes. De plus, comme il juge de l'extérieur, il formule souvent des appréciations très justes sur les diverses tendances du Parti socialiste. Sous le titre « Stratégie », il écrivait le 10 mai 1916 :

M. Pierre Renaudel, directeur de l'*Humanité*, fait à M. Joseph Denais une nouvelle réponse. Mais cette fois-ci, c'est une réponse qui ne s'adresse pas à lui.

L'*Humanité*, suivant une évolution digne d'être retenue, a depuis plusieurs mois pris une attitude contre le cléricalisme. Elle refait une politique très laïque, oubliant de nombreuses coalitions électorales d'un récent passé, parce que désormais c'est sur les éléments laïques du pays que les socialistes non zimmerwaldiens vont chercher un point d'appui politique et électoral.

Sentant très bien que la lutte de classe est aussi usée que l'internationalisme, comprenant que les zimmerwaldiens sont désormais inassimilables au parti socialiste gouvernemental, les chefs du parti qui suivent Sembat, Thomas et Guesde manœuvrent pour gagner des forces de compensation. Zimmerwald s'en va, il faut bien que Combes revienne.

Telle est l'opération. Elle ne nous déplaît pas. Celle d'Hervé ne nous déplaisait pas non plus. Le parti socialiste, qui a toujours une gauche, a désormais deux droites, et ce n'est pas maladroit.

Après avoir renoncé à une longue et souvent injurieuse opposition au radicalisme d'antan, les socialistes gouvernementaux font amende honorable. Ils ont trouvé leur chemin de Damas.

C'est fort bien. Le succès de nos armes aidant ils trouveront le chemin de Mayence. Et bien des débats seront rendus inutiles par le choc victorieux de nos armées.

*
* *

Le *Contrôle,* organe du Syndicat des Contrôleurs de la C. G. O., montre à quel point ceux qui veulent détruire le militarisme allemand par l'empoisonnement militariste de toute l'Europe, ont perdu la tête. Ils en arrivent tout naturellement aux plus misérables élucubrations de la presse nationaliste. Exemple cet article du numéro de février-avril 1916 :

Nous avons reçu, comme toutes les organisations, les petits papiers des « zimmerwaldiens » c'est-à-dire des militants qui, sous prétexte de pacifisme, dont le désintéressement apparaît très douteux, sont allés en *Suisse* serrer la main des... *kamarades* boches. Ces hommes qui ont toujours été cotés comme antimilitaristes et qui se sont montrés en toutes circonstances comme tels ; ne sont en réalité (s'ils ne sont point appointés par l'étranger) que des déséquilibrés et des fumistes dangereux.

Oui, appointés par l'étranger ou déséquilibrés, parce qu'on n'a pas le droit de se dire antimilitariste et de travailler en même temps pour le plus odieux des militarismes ; celui qui, avec d'autres éléments aussi odieux a déclanché la tuerie actuelle. C'est pourtant ce que font Merrheim, Bourderon et quelques oiseaux de moindre envergure.

C'est fâcheux pour Merrheim, qui a rendu de si grands services à la classe ouvrière, qui a lutté si longtemps et si souvent avec succès contre les capitalistes de la métallurgie, d'être devenu, après les avoir combattu toute sa vie, le meilleur défenseur des capitalistes et des militaristes, non pas français ou anglais, mais allemands et autrichiens, ce qui est le comble de l'aberration : Je pourrais dire de la trahison envers les militants qui, sur le front, font notre *révolution* à nous pour arriver à tuer en la personne du militarisme prussien *tous les militarismes.* C'est la conception saine de tous les *vrais* révolutionnaires, de tous les militants de qui Merrheim avait le droit de se réclamer... autrefois, mais *plus aujourd'hui.*

*
* *

La phobie de l'Allemagne et des socialistes allemands aboutit à peu près au même résultat. Jean Wintsch, est un ancien collaborateur du *Réveil,* de Genève, qui a fondé un journal, *La Libre Fédération,* pour pouvoir faire du nationalisme tout à son aise. Il écrit dans le numéro du 19 mai 1916 :

Haase et Ledebour, et tous les autres députés, savaient fort bien que la formidable préparation militaire allemande était précisément le scandale de l'époque moderne, et qu'en face de l'Allemagne, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'étaient prêtes et ne commenceraient une guerre. Admettons que ces hommes se soient ressaisis. Quelle garantie offrent-ils, eux et leurs compagnons zimmerwaldiens? En fait, ils ne comptent pour rien dans la direction du pays, et ce qui fait la loi en Allemagne c'est la puissance militaire. Or celle-ci tient la Belgique et le nord de la France. On voit donc des gens qui ont acclamé cette occu-

pation demander aux occupés de faire la paix, c'est-à-dire d'accepter la loi de l'occupant ! C'est un peu fort de talon. On nous dit bien « sans annexion », et on a déjà déclaré « sans indemnité ». Alors, tout ce qu'on a pillé, saccagé, assassiné en Belgique, c'est pour rien. On rentre chez soi parce que le coup a en partie raté, et sans garantir l'avenir — car les zimmerwaldiens ne parlent pas des mesures nationales antiguerrières pour demain — on pourra se préparer à de nouvelles invasions !

Mais il y a plus, et c'est là qu'on voit percer le bout de l'oreille de nos politiciens social-démocrates. Les délégués allemands ont demandé à Kienthal aux délégués français de provoquer un mouvement révolutionnaire en France, dans le civil, ce qui a fait cabrer les Français tout de même, les Allemands étant incapables d'un effort quelconque dans ce sens en Allemagne, de sorte que ce serait tout profit pour les armées du kaiser. On niera ce que nous disons-là. C'est vrai quand même, et il faut que les internationalistes le sachent.

Ce ne sont pas les émeutes de la faim en Allemagne qui sont une garantie de socialisme ; ce sont là des actes de désespérés, de malheureux, comme on en voit dans toutes les grandes calamités publiques ; mais c'est sans lendemain.

Que les Allemands, après avoir contribué chez eux à provoquer le pire désordre par leur approbation de la guerre, par leur nationalisme, ne viennent pas donner aux autres des leçons d'internationalisme. Qu'ils restent plus que jamais chez eux, s'ils sont sincères, pour réformer leur pays, et même pour le révolutionner, car leur pays est celui qui en a le plus besoin. Quand ils auront fait cette besogne, *durant des années*, alors nous croirons à leur désir de pacifisme définitif. Pas avant.

*
* *

De cette divagation stupide il convient de retenir le deuxième paragraphe. Il est faux, absolument faux que les délégués allemands aient demandé, à Kienthal, aux délégués français de provoquer un mouvement révolutionnaire en France. Nous le nions, *et ce n'est pas vrai.* C'est le plus grand mensonge qu'on ait imprimé à propos de la Conférence. C'est une véritable ignominie. Ni à Zimmerwald, ni à Kienthal, les délégués allemands n'ont rien dit de semblable. Il faut ne rien savoir de ces Conférences, n'y rien comprendre, pour colporter un ragot de ce genre. Ni les délégués allemands, ni d'autres, n'ont demandé que l'action révolutionnaire s'engage d'abord dans un autre pays. A Kienthal, comme à Zimmerwald, les délégués présents se sont mis d'accord sur des textes de résolutions et de manifestes ; il n'est venu à l'idée d'aucun de subordonner son action à celle de son voisin ; tous considèrent comme leur devoir de régler leur conduite ultérieure et leur action sur les décisions prises. A Zimmerwald, pour des raisons qu'il n'est pas nécessaire de rappeler ici, Ledebour n'avait pas voulu prendre l'engagement formel de voter à l'avenir contre les crédits militaires. Rentré en Allemagne, il vota contre les premiers crédits demandés par le gouvernement, faisant ainsi plus qu'il n'avait promis. A Kienthal, loin de demander aux Français de commencer d'abord une action révolutionnaire, dont ils étaient eux incapables, ce sont les délé-

gués allemands qui ont affirmé leur confiance et leur espoir dans un mouvement révolutionnaire en Allemagne pour un temps très prochain.

Ce qu'a écrit Wintsch est donc exactement le contraire de la vérité. Si son journal n'était pas sans influence, son affirmation, dans la forme où elle est faite, pourrait avoir les plus funestes conséquences. Les haines nationales ne sont-elles pas assez exaspérées, le prolétariat n'est-il pas suffisamment égaré par les professionnels du mensonge, pour qu'il y ajoute encore, avec une criminelle légèreté. Et il prétend toujours être anarchiste.

Cette revue de presse ne peut mieux être close que par une coupure de l'*Avanti !* qui n'a pas trait directement à la Conférence de Kienthal, mais montre, par un exemple précis, la répercussion dans le monde ouvrier de tous les pays, de ces Conférences internationalistes que les pontifes majoritaires affectent de dédaigner.

Le vaillant quotidien socialiste italien publiait le 23 août 1916 l'information suivante, envoyée par son correspondant de Zurich :

INCIDENT DE VOYAGE

Par la voie indirecte de Stockholm, le Vorwaerts *reçoit d'un compagnon de Moscou le récit d'un épisode, vieux déjà de quelques semaines, mais qui est toujours d'actualité politique.*

Quand en juin dernier, le ministre français des munitions, Albert Thomas, alla à Moscou, une adresse lui fut présentée par un groupe d'ouvriers du Comité pour l'industrie de guerre de Moscou. Ce groupe est un de ceux qui se sont déclarés prêts à donner leur collaboration aux Comités pour l'industrie de guerre en partie pour des « raisons d'opportunité organisatrice », en partie pour faire une concession à l'idéologie de la défense nationale.

Ces ouvriers présentèrent au ministre Thomas une adresse dans laquelle ils le priaient de bien vouloir mander aux ouvriers français :

1° Que les ouvriers de Moscou voient avec la plus grande peine la résistance du Parti socialiste français à la reconstitution immédiate de l'Internationale ;

2° Que les ouvriers de Moscou prient instamment le Parti socialiste français de s'engager dans la voie de Zimmerwald et de s'unir publiquement à l'action des zimmerwaliens.

Cette adresse du Groupe ouvrier eut ce premier effet, que « pour ne pas provoquer un scandale public » les membres bourgeois du Comité pour l'industrie de guerre décommandèrent aussitôt le banquet qu'ils avaient décidé de donner en l'honneur de Thomas.

IMPRIMERIE SPÉCIALE
du Comité pour la Reprise des Relations Internationales
33, rue de la Grange-aux-Belles. — PARIS